

**BENIN EXPERTISE**

Cabinet d'expertise comptable et de  
Commissariat aux comptes  
Membre de l'OECCA-BENIN  
03 B.P 1886 Cotonou  
(République du Bénin)

---

**COFIMA**

Cabinet d'expertise comptable et de  
Commissariat aux comptes  
Membre de l'OECCA-BENIN  
03 BP 4001 Cotonou  
(République du Bénin)

---

**PORT AUTONOME DE COTONOU**

**RAPPORT GENERAL**

**DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2016**

## RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2016

---

Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le décret n° 2016-2019 du 04 avril 2016 portant nomination des Commissaires aux Comptes près les sociétés et offices d'Etat, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Port Autonome de Cotonou (PAC), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2016 avec un total bilan de 125 907 019 KFCFA, le compte de résultat faisant ressortir un bénéfice net de 1 361 386 KFCFA, pour l'exercice clos à cette date, le TAFIRE ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives contenues dans l'état annexé.

Le présent rapport porte sur :

- ✓ le contrôle des états financiers de synthèse,
- ✓ les vérifications des informations spécifiques prévues par la loi.

### 1. CONTROLE DES ETATS FINANCIERS DE SYNTHESE

#### *Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers de synthèse*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité du Commissaire aux Comptes*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit ISA édictées par l'IFAC. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.



**Définition de l'audit**

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers.

Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**FONDEMENT DE L'OPINION****CAPITAL SOCIAL**

Le décret 2016-074 du 10 mars 2016 portant modification des statuts du Port Autonome de Cotonou (PAC) a mis en conformité avec l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit Révisé des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique les statuts du PAC en procédant par la même occasion à une augmentation du capital. Ce document appelle de notre part les observations suivantes :

L'article 7 des statuts relatifs à la composition du capital social indique :

Immeubles et matériels fixe d'exploitation appartenant à l'Etat béninois	16 527 733 378
Epi d'arrêt de sable de longueur 300 mètres linéaires construit dans le cadre de l'accord de don Millenium Challenge Corporation (MCC)	15 333 093 986
Bâtiment abritant deux pompes diesel construit dans le cadre de don de Millenium Challenge Corporation (MCC)	90 955 673
Dotation en numéraire	43 322 406
Incorporation de réserves	4 894 557
<b>Montant du Capital Social</b>	<b>32 000 000 000</b>

Les actifs qui ont fait l'objet de l'augmentation du capital (15 424 049 659 fcfa) sont des infrastructures financées par le Millenium Challenge Corporation (MCC), dans le cadre d'un acte de donation et d'acceptation bénéficiant au PAC. Ces actifs figuraient à l'actif du bilan avec pour contrepartie au passif du bilan, le montant de la subvention d'investissement ayant permis le financement de leur acquisition.

L'article 562 du Droit Révisé des Sociétés de l'OHADA stipule : « Le capital social est augmenté, soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.



Les actions nouvelles sont libérées, soit en espèces, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou de primes d'apports, d'émission ou de fusion, soit par apport en nature.... ».

Par conséquent, les infrastructures financées par le MCC, ne sauraient faire l'objet d'un apport en nature dans le cadre de l'opération de l'augmentation du capital.

En conclusion, l'opération d'augmentation de capital effectuée est contraire aux dispositions juridiques du Droit Révisé des Sociétés de l'OHADA.

Les écritures comptables qui en découlent sont contraires aux principes comptables édictés par le Droit Comptable de l'OHADA.

#### IMMOBILISATIONS

Nous avons reçu le 28 septembre 2017 le rapport d'inventaire des immobilisations (rapport signé le 18 juillet 2017 par la commission d'inventaire) relatif à l'exercice 2016.

Nous n'avons pas été invités à participer à l'opération d'inventaire des immobilisations et donc n'avons pas pris part à cette opération.

Les conclusions issues de ce rapport d'inventaire ne nous permettent pas de valider le poste des immobilisations au regard des nombreuses irrégularités relevées.

#### CREANCES CLIENTS

Nous avons des soldes clients anormalement créditeurs et non justifiés pour un montant de 1 495 660 KFCFA.

Les résultats issus de nos procédures de confirmation directe font apparaître un écart non justifié de 2 864 301 KFCFA entre les montants figurant dans la comptabilité et les soldes confirmés par les clients pris par sondages (sur un total de 86 clients, seuls 5 ont répondu).

Nous avons obtenu l'état des provisions pour créances douteuses, mais de ce qui précède, nous n'avons pas les éléments pour nous assurer de son évaluation correcte.

#### CHIFFRE D'AFFAIRES

L'analyse du chiffre d'affaire fait ressortir les écarts non justifiés suivants :

Chiffre d'affaires issu de la Balance générale (a)	25 647 181 468
Chiffre d'affaires généré par le logiciel de facturation (b)	25 550 936 157
<b>Ecart 1 (a-b)</b>	<b>96 245 311</b>

Chiffre d'affaires issu de la Balance générale (a)	25 647 181 468
Chiffre d'affaires déclaré (b)	25 389 827 769
<b>Ecart 2 (a-b)</b>	<b>257 353 699</b>

Chiffre d'affaires généré par le logiciel de facturation (a)	25 550 936 157
Chiffre d'affaires déclaré (b)	25 389 827 769
<b>Ecart 3 (a-b)</b>	<b>161 108 388</b>

**OPINION**

En raison des faits exposés ci-dessus, nous ne sommes pas en mesure de certifier si les états financiers de synthèse annuels sont, au regard des règles et principes comptables de l'Acte Uniforme relatif au droit comptable de l'OHADA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**2. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, aux vérifications spécifiques.

La sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers de synthèse annuels appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées ci-dessus.

Cotonou, le 24 novembre 2017

**Les Commissaires aux Comptes****BENIN EXPERTISE**

Membre de l'OECCA-BENIN inscrit  
sous le numéro 004-SE  
Représenté par : Raoul KOUSSE

**COFIMA**

Membre de l'OECCA-BENIN inscrit  
sous le numéro 008-SE  
Représenté par : Jean-Claude AVANDE